

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DALKIA**

Acticampus 4 - 40 rue James Watt  
37200 Tours

Références : 2025 / 481  
Code AIOT : 0010000670

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement DALKIA implanté RUE CHARLES GERHARDT LA RABIERE 37300 Joué-lès-Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DALKIA
- RUE CHARLES GERHARDT LA RABIERE 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La chaufferie Rabière est une installation composée de deux chaufferies gaz/FOD et de 5 moteurs de cogénération au gaz. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/1998.

Depuis les travaux réalisés sur le site en 2017, l'établissement relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classées avec une puissance thermique totale de 44,47 MW PCI.

L'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales (AMPG) applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique à l'établissement.

Cet établissement n'est plus soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED, car la puissance thermique nominale totale est inférieure au seuil fixé à 50 MW et ne relève plus de la rubrique 3110 « Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW ».

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116	Demande d'action corrective	2 mois
4	VLE chaudières - A compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III	Demande d'action corrective	2 mois
5	VLE Moteurs - Jusqu'au 31/12/2024	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-I	Demande d'action corrective	2 mois
7	Autres VLE - HAP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI	Demande d'action corrective	2 mois
8	Autres VLE - COVNM et formaldéhyde	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
15	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Demande d'action corrective	2 mois
17	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II	Sans objet
3	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
6	VLE Moteurs - A compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III	Sans objet
9	Autres VLE - HCl et HF	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	Sans objet
10	Autres VLE - Dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV	Sans objet
11	Autres VLE - NH3	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V	Sans objet
12	Autres VLE - Métaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Sans objet
13	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51	Sans objet
14	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<b>Prescription contrôlée :</b>  R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul> II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none"><li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li></ul> [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »  R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.  R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a renseigné le registre MCP (ID de l'installation : 15541188), néanmoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les valeurs des puissances renseignées, puissance totale de l'installation et puissances des appareils, ne correspondent pas aux valeurs des puissances PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) connues de l'administration ;</li> <li>- seulement trois moteurs sont renseignés alors que 5 moteurs sont exploités.</li> </ul> <p><b>=&gt; L'exploitant doit mettre à jour les informations renseignées sur le registre MCP : indiquer les puissances PCI et ajouter les 2 moteurs manquants.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 2 :** App. destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Périmètre d'application des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les appareils en services, 2 chaudières alimentées prioritairement en gaz naturel, et pouvant être alimentées en fioul domestique en cas de rupture d'approvisionnement du gaz, et 5 moteurs alimentés en gaz naturel, ne sont ni des appareils destinés aux situations d'urgence ni des appareils destinés exclusivement à venir en secours d'autres appareils.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec.  Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.
<b>Constats :</b>  L'exploitation des derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques des chaudières et des moteurs permet de vérifier que les conditions de références sont respectées.  <b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : VLE chaudières - A compter du 01/01/2025**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...] <u>Polluants :</u> SO2 (mg/Nm3) / NOX (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3) / CO (mg/Nm3) <u>VLE « Fioul domestique » :</u> P ≥ 20 : - / 150 (3) / - / 100 <u>VLE « Gaz naturel, Biométhane » :</u> P ≥ 20 : - / 100 (5) / - / 100  <u>[Renvois applicables à l'installation:</u> (5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010 / NOx : 120]

(5) Installation enregistrée avant le 1er novembre 2010 / NOx : 120

**Constats :**

Caractéristiques de l'installation et VLE applicables à compter du 01/01/2025 :

- la puissance thermique nominale totale de l'installation est de 44,47 MW PCI : Chaudière 1 de 16,67 MW PCI ; chaudière 2 de 15 MW PCI avec dispositif de limitation de puissance en fonction du nombre de moteurs mis en fonctionnement ; 5 moteurs de 5,56 MW PCI ;
- enregistrée avant le 1<sup>er</sup> novembre 2010 ; combustible : Gaz naturel en fonctionnement normal ou FOD en secours ;
- un conduit d'évacuation des fumées pour chacune des chaudières ;
- VLE applicables , en mg/Nm<sup>3</sup>, pour le combustible « Fioul domestique » :  
NOx : 150 / CO : 100 / SO2 et Poussières : VLE non prescrite ;
- VLE applicables , en mg/Nm<sup>3</sup>, pour les combustibles « Gaz naturel, Biométhane » :  
NOx : 120 / CO : 100 / SO2 et Poussières : VLE non prescrite.

Conformité des VLE : considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les VLE (Cf ; article 81 de l'arrêté ministériel en référence).

Concentrations mesurées en mg/Nm<sup>3</sup> suites aux analyses réalisées du 17 au 19/03/2025 par l'APAVE, rapport n°134857492-001-1 en date du 09/04/2025 :

- Chaudière n°1 alimentée en Gaz naturel :  
NOx : « essai 1 » conforme : 117,6 / « **essai 2** » **non conforme : 125,4** / « essai 3 » conforme : 119,4 / moyenne : 120,8.  
CO : le résultat de chacun des trois essais est de 0 mg/Nm<sup>3</sup> : conforme.
- Chaudière n°2 alimentée en Gaz naturel :  
NOx : « essai 1 » conforme : 86,2 / « essai 2 » conforme : 87,4 / « essai 3 » conforme : 85,3 / moyenne : 86,3.  
CO : le résultat de chacun des trois essais est de 0 mg/Nm<sup>3</sup> : conforme.

Au jour de la visite d'inspection objet de ce rapport, les mesures périodiques des rejets atmosphériques des chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD n'ont pas été réalisées. L'exploitant a précisé que ce mode de fonctionnement n'est utilisé que pour des essais de fonctionnement.

L'exploitant veillera à faire réaliser ces mesures au cours de l'année 2025.

Le rapport de mesure indique une VLE de 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx alors qu'elle est de 120 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant veillera à faire indiquer dans les prochains rapports la VLE correcte pour les NOx.



<p>=&gt; La valeur limite d'émission du paramètre NOx pour la chaudière n°1 n'est pas respectée : non conforme pour la série de mesure n°2 réalisée en mars 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : VLE Moteurs - Jusqu'au 31/12/2024**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE moteurs existants Ptotale &gt; 5 MW &gt; 500 h/an - Jusqu'au 31/12/2024</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;</li> </ul> <p><u>Polluants : SO2 (mg/Nm3) / NOx (mg/Nm3) / Poussières (mg/Nm3)</u>  <u>VLE « Gaz naturel, Biométhane » :</u>  P ≥ 20 MW : - / 100 (4)(5) / -</p> <p><u>[Renvois applicables à l'installation :</u>  (4) Installation enregistrée avant le 1er janvier 2014 / NOx : 130]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Caractéristiques de l'installation et VLE applicables jusqu'au 31/12/2024 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la puissance thermique nominale totale de l'installation est de 44,47 MW PCI : Chaudière 1 de 16,67 MW PCI ; chaudière 2 de 15 MW PCI avec dispositif de limitation de puissance en fonction du nombre de moteurs mis en fonctionnement ; 5 moteurs de 5,56 MW PCI ;</li> <li>- enregistrée avant le 1<sup>er</sup> novembre 2010 ; combustible : uniquement Gaz naturel ; un seul conduit d'évacuation des fumées pour l'ensemble des moteurs ;</li> <li>- VLE applicables , en mg/Nm<sup>3</sup>, pour les combustibles « Gaz naturel, Biométhane » : NOx : 130 / SO2 et Poussières : VLE non prescrite ;</li> </ul>

Conformité des VLE : considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les VLE (Cf ; article 81 de l'arrêté ministériel en référence).

Mesure du paramètre CO : imposée par l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/01/2014 avec une VLE de 270 mg/Nm<sup>3</sup> à 5 % d'O<sub>2</sub>, soit 101,25 mg/Nm<sup>3</sup> à 15 % d'O<sub>2</sub>.

Concentrations mesurées en mg/Nm<sup>3</sup> à 15% d'O<sub>2</sub> suites aux analyses réalisées du 09/12/2022 au 02/01/2023 par DEKRA, rapport n°E10884882201R001 en date du 21/02/2023 :

(3 moteurs en fonctionnement lors des mesures de rejets atmosphériques)

NOx : « essai 1 » conforme : 98,8 / « essai 2 » conforme : 111 / « essai 3 » conforme : 110 / moyenne : 106.

CO : « essai 1 » conforme : 54,4 / « essai 2 » conforme : 53,1 / « essai 3 » conforme : 52,3 / moyenne : 53,3.

Néanmoins, les mesures périodiques des rejets atmosphériques des moteurs n'ont pas été réalisées en 2024 du fait de l'absence de fonctionnement des moteurs.

**=> Le respect des VLE des rejets atmosphériques des moteurs ne peut être vérifié du fait de l'absence de mesure au cours de l'année 2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : VLE Moteurs - A compter du 01/01/2025**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale >5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

**Prescription contrôlée :**

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>X</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) / CO (mg/Nm<sup>3</sup>)

VLE « Gaz naturel, Biométhane » :

P ≥ 20 : - / 130 (4) / - / 100

[Renvois applicables à l'installation :

Aucun.]

#### **Constats :**

Au jour de la visite d'inspection objet de ce rapport, les mesures périodiques des rejets atmosphériques des moteurs n'ont pas été réalisées pour l'année 2025.

L'exploitant veillera à faire réaliser en 2025 les mesures périodiques annuelles des rejets atmosphériques des moteurs.

**=> Pas d'écarts constatés.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### **N° 7 : Autres VLE - HAP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, VLE HAP

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm<sup>3</sup>.

Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>.

VI. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

#### **Constats :**

Les mesures périodiques des rejets atmosphériques des chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD n'ont pas été réalisées depuis à minima 2023.

La conformité du respect de la VLE pour le paramètre HAP reste à démontrer pour ce mode de fonctionnement.

=> Le respect de la VLE du paramètre HAP dans les rejets atmosphériques des chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD ne peut être vérifié du fait de l'absence de mesures annuelles (depuis à minima 2023).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

#### N° 8 : Autres VLE - COVNM et formaldéhyde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde

##### Prescription contrôlée :

II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm<sup>3</sup> en carbone total.

Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm<sup>3</sup> en carbone total.

Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm<sup>3</sup>.

VI. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.

##### Constats :

###### COVNM pour les chaudières alimentées en FOD :

Les mesures périodiques des rejets atmosphériques des chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD n'ont pas été réalisées depuis, à minima, 2023.

La conformité du respect de la VLE pour le paramètre COVNM reste à démontrer pour ce mode de fonctionnement.

###### Formaldéhyde pour les moteurs :

Concentration mesurée suites aux analyses réalisées du 09/12/2022 au 02/01/2023 par DEKRA, rapport n°E10884882201R001 en date du 21/02/2023 : 0,119 mg/Nm<sup>3</sup>, conforme.

Néanmoins, les mesures périodiques des rejets atmosphériques des moteurs n'ont pas été réalisées en 2024 du fait de l'absence de fonctionnement des moteurs.

=> Le respect de la VLE dans les rejets atmosphériques du paramètre COVNM, pour les chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD, et du paramètre formaldéhyde, pour les moteurs, ne peut être vérifié du fait de l'absence de mesures annuelles (depuis à minima 2023 pour les COVNM et 2024 pour le formaldéhyde).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

**N° 9 : Autres VLE - HCl et HF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE HCl et HF
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes : - HCl : 10 mg/Nm <sup>3</sup> ; - HF : 5 mg/Nm <sup>3</sup> . Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm <sup>3</sup> en HCl et 25 mg/Nm <sup>3</sup> en HF.  Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes : - HCl : 30 mg/Nm <sup>3</sup> ; - HF : 25 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  VLE non applicables à l'installation : pas de combustible solide utilisé.  <b>=&gt; Prescription non applicable.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Autres VLE - Dioxines et furanes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  VLE non applicables à l'installation : pas de combustible solide utilisé.  <b>=&gt; Prescription non applicable.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Autres VLE - NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE chaudières NH3
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. - En cas de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs : - pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm3. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm3. - pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm3.
<b>Constats :</b>  VLE non applicables à l'installation : les chaudières et les moteurs ne sont pas équipés de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs.  => Prescription non applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Autres VLE - Métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE métaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.
<b>Constats :</b>  VLE non applicables à l'installation : les combustibles pouvant être utilisés au sein de l'installation sont uniquement le Gaz naturel ou le FOD.  => Prescription non applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : VLE (zone PPA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...] Lorsque les installations visées aux articles 58, 59, 60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58, 59, 60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou</li> <li>- anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou</li> <li>- prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76, 77, 78, 79, 80.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est situé dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération Tourangelle.</p> <p>Toutefois, l'établissement ne rentre pas dans les critères d'application des « fiches actions » du PPA en vigueur (version approuvée en janvier 2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ECO1 Limiter les émissions des principaux émetteurs industriels : l'établissement n'est pas IED et au vu des données déclarées sur GEREPA, les émissions de NO<sub>x</sub> et de COVNM sont inférieures à 20 t/an depuis 2021 (respectivement 5,44 t et 182,23 kg en 2024).</li> <li>- ECO2 Limiter les émissions de COV des petites entreprises : Concerne uniquement les sites avec des activités d'imprimerie (rubrique 2450) et d'application de peinture (rubrique 2940).</li> <li>- ECO3 Mieux connaître et limiter les émissions des petites chaufferies (entre 400 kW et 1 MW) : non applicable du fait que la puissance de l'installation est de 44,47 MW PCI.</li> </ul> <p>L'établissement ne fait donc pas l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique précisant les mesures à mettre en place en cas de pics de pollution.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Système de traitement des fumées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Système de traitement des fumées.</p> <p>Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :</p> <p>I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</li> <li>- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</li> </ul>

<p>II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué et présenté les éléments démontrant que l'installation n'est pas équipée de dispositif secondaire de réduction des émissions.</p> <p><b>=&gt; Prescription non applicable.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Démarrage et arrêt

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes relatives aux opérations de démarrage et arrêt, volontaires ou non.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 16 : Mesure périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des</p>



organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Mesures sur les chaudières :</u> - lorsqu'elles sont alimentées en gaz naturel : mesures réalisées en 2023 par DEKRA et en 2024 par l'APAVE sur les paramètres attendus (NOx et CO) : périodicité respectée ; - lorsqu'elles sont alimentées en FOD : pas de mesures réalisées à minima depuis 2023, du fait de l'absence de fonctionnement hormis lors des tests de démarrage : périodicité non respectée ;  <u>Mesures sur les moteurs :</u> réalisées en 2023 sur les paramètres attendus (NOx, CO et formaldéhyde), mais pas en 2024 : périodicité non respectée.  <b>=&gt; Périodicité des mesures dans les rejets atmosphériques non respectée pour les chaudières lorsqu'elles sont alimentées en FOD et pour les moteurs.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 17 : Mesure périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Non-respect VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 56 III. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.
<b>Constats :</b>  La VLE pour les NOx dans les rejets atmosphériques de la chaudière n°1 a été constaté lors des

mesures réalisées en mars 2025 (voir point de contrôle n°4 du présent rapport).

=> L'exploitant doit justifier qu'il a pris les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois